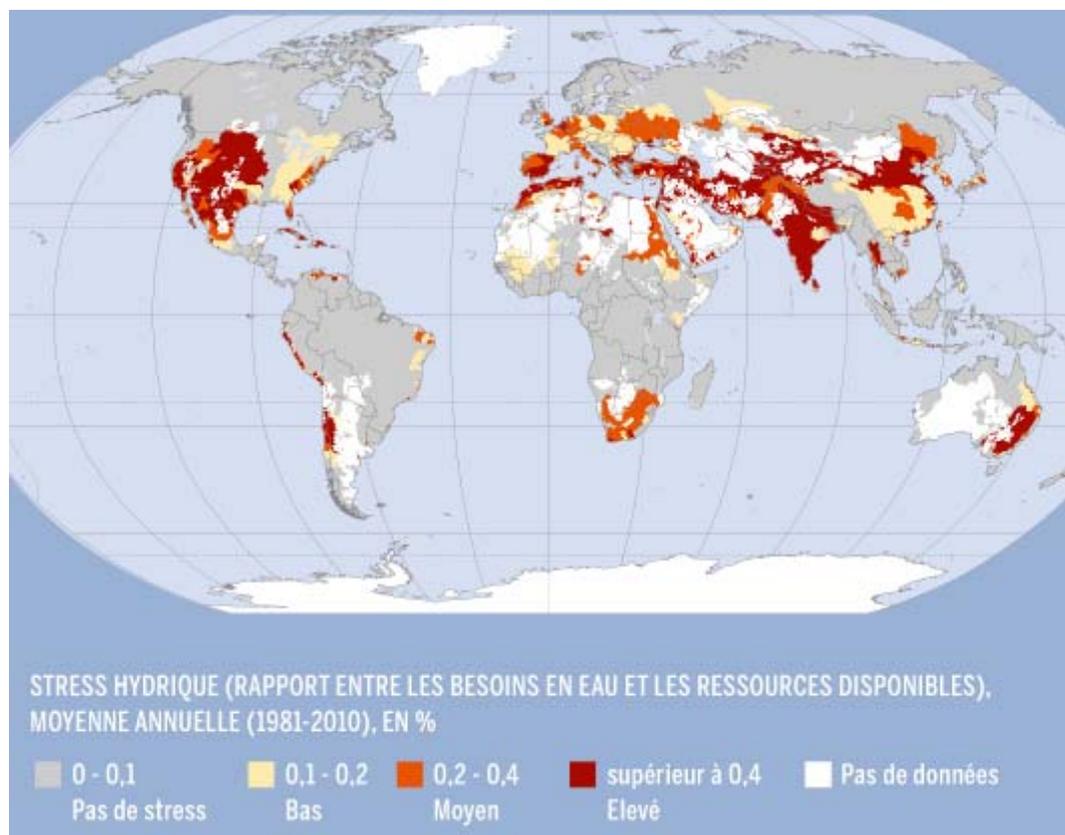


Au Maroc, les batailles pour préserver l'or bleu

LE MONDE | 21.03.2015 à 10h55 • Mis à jour le 22.03.2015 à 09h23 |

Par **Martine Valo** ([/journaliste/martine-valo/](#)) (Oujda, Maroc)



Le « stress hydrique » en surface – autrement dit, une ressource insuffisante pour répondre aux différentes activités humaines et aux besoins de l'environnement – commence lorsque la disponibilité en eau est inférieure à 1 700 mètres cubes par an et par personne. Quasiment les trois quarts des habitants des pays arabes vivent en dessous du seuil de pénurie, établi, lui, à 1 000 m par an, et près de la moitié se trouvent dans une situation extrême avec moins de 500 m³. RAPPORT ONU-EAU

A Oujda, capitale de la province marocaine de l'Oriental, un homme se concentre, casque sur les oreilles, sur le son de la canalisation d'eau potable souterraine. Il fait partie des brigades des chasseurs de fuites qui arpentent la ville de 470 000 habitants, auscultant ses 1 500 km de réseaux. Ici, sur 100 litres d'eau produite, 61 atteignent le robinet ; l'agglomération ambitionne de passer à 75. Un score honorable à l'échelle mondiale.

Cette histoire de tuyaux peut sembler anecdotique, mais elle conditionne la préservation de la ressource en eau, une nécessité que rappelleront à nouveau les Nations unies, dimanche 22 mars, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau. D'ici à 2030, le monde devra faire face à un déficit hydrique global de 40 %. Plus de la moitié des humains vivant désormais dans les villes, la traque des fuites dans les réseaux devient impérative.

Dans la médina d'Oujda, une passante regarde des ouvriers changer une canalisation vétuste. Dans les années 2000, les quartiers étaient alimentés à tour de rôle, se souvient-elle. A présent, 98 % des habitants sont desservis en continu. Une gageure pour une agglomération où la population augmente d'environ 5 % par an – dans le monde, 149 millions de citoyens n'ont pas accès à une source d'eau potable.

« Extrême vulnérabilité »

Alors ici, entre 2 heures et 3 heures du matin, on veille encore. Tout écoulement suspect est repéré au moyen d'un système de télédétection. Même les habitations anciennes de la place El Kasba sont équipées d'un compteur... installé à l'extérieur afin de pouvoir couper l'alimentation aux mauvais payeurs. Un système social a été mis en place, qui vend les 6 premiers mètres cubes au-dessous du prix de revient : 3,8 dirhams (0,36 €) chacun, mais tout le monde doit payer la ressource précieuse. « *Economiser même un litre d'eau, c'est important : demain, il coûtera deux ou trois fois plus cher à produire* », justifie Farid Ben Seddik, chef de la division exploitation de la Régie intercommunale de distribution d'eau et d'électricité.

Au Maroc, la température a augmenté de près d'un degré en moyenne en quarante ans. Episodes de sécheresse plus longs, inondations massives et crues éclairs plus fréquentes : le pays présente tous les signes d'une « *extrême vulnérabilité au changement climatique* », selon le ministère de l'énergie et de l'environnement.

« ENFANT, JE ME BAIGNAIS DANS CET OUED, ON PLONGEAIT DE LA FALAISE, ON PÊCHAIT LA CARPE... », RACONTE NOUREDDINE DHAMANI, DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DE L'EAU POTABLE (ONEE).

L'Oriental est particulièrement concerné. Jusqu'à présent considérée comme semi-aride, la région, qui s'étire le long de la frontière avec l'Algérie, est en passe de devenir aride. La chaleur y a augmenté un peu plus vite que dans le reste du royaume. Et la tendance devrait s'accélérer, avec près de 2 degrés supplémentaires d'ici à 2045. Les précipitations annuelles ont diminué de 10 à 20 millimètres par rapport à la moyenne des années 1960-1990. Soit une réduction de 7 %

à 14 %.

Sur la route qui dessert sa ville natale d'Ahfir, Nouredine Dhamani, directeur régional de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), désigne l'ancien cours d'eau totalement à sec depuis vingt ans. « *Enfant, je me baignais dans cet oued, on plongeait de la falaise, on pêchait la carpe...* » Un homme passe sur sa charrette attelée à un âne, transportant quatre bidons pleins : certains villages doivent encore s'approvisionner à des bornes d'eau potable.

Outre la distribution de l'« or bleu », la grande priorité du Maroc est à présent le programme de gestion des eaux usées lancé en 2005, d'un montant d'environ 4 milliards d'euros sur vingt ans. Pour une première tranche d'investissement dans les villes, l'Etat a obtenu un prêt de 176 millions d'euros, cofinancé pour moitié par des bailleurs de fonds européens, dont 80 millions de l'Agence

française de développement.

L'objectif est d'approcher un taux d'épuration de 60 % à l'horizon 2020 – contre 13 % en 2004 –, avec 80 % de collecte dans les centres urbains. Selon l'ONU, 2,5 milliards de personnes vivent sans réseau d'assainissement. Et, même dans les pays à revenus moyens, les égouts n'aboutissent à aucun centre de traitement dans les trois quarts des cas.

Encourager l'assainissement

A Bni Drar, à 20 km d'Oujda, l'association féminine d'Al-Marqaz se réjouit de voir le quartier raccordé au réseau de collecte flambant neuf. « *Avant, les enfants jouaient dans les rejets d'eaux usées, ils souffraient de diarrhées, d'allergies* », témoigne sa présidente, Amina Mellas. Elle espère aussi que l'installation va accompagner le développement de la ville. Beaucoup y vivent de contrebandes diverses avec l'Algérie. Mais les égouts ne sont pas encore reliés à la future station d'épuration, en chantier.

Une façon d'encourager l'assainissement qui soulage l'écosystème consiste à encourager la réutilisation de l'eau recyclée à la sortie des usines de traitement. Le pays réfléchit à une loi encadrant cette pratique, pour l'heure limitée à quelques golfs de la région de Marrakech.

A l'extérieur d'Oujda, 1 500 hectares pourraient ainsi être irrigués à la sortie d'un récent centre d'assainissement par lagunage. Ce système 100 % biologique ne nécessite aucun traitement chimique, mais il a besoin d'une vaste étendue à distance respectable des habitations – car si la nature fait tout le travail, elle ne le fait pas sans effluves.

Sur la côte méditerranéenne de l'Oriental, la station d'épuration de Nador traite, elle, ses odeurs. « *C'est la plus moderne d'Afrique du Nord* », se félicite Nourredine Dhamani. Si le cadre de l'ONEE est si fier de ce « *bijou* » mis en service en 2010, c'est qu'il constitue le clou d'un ambitieux programme de réhabilitation de la lagune de Marchica.

Pour rendre à cet ancien marais pollué ses cormorans et ses flamants roses, il a fallu, entre autres, investir 55 millions d'euros dans l'assainissement. « *Les autorités avaient d'abord pensé bétonner toute cette zone à cause de l'odeur ou bien racler la boue, mais elles ont finalement décidé de se réconcilier avec la Marchica* », se réjouit un professeur de sciences, membre de la Fondation Mohammed VI, l'un des partenaires du projet.

Lire aussi : [La crise de l'eau illustrée en 5 graphiques](#) ([/ressources-naturelles/article/2015/03/20/la-crise-de-l-eau-illustree-en-5-graphiques_4597592_1652731.html](#))



([/journaliste/martine-valo/](#)) **Martine Valo** ([/journaliste/martine-valo/](#))

(Oujda, Maroc)

journaliste Planète

Suivre

